Document generated on 04/16/2024 3:34 p.m.

Relations

RELATIONS

Nationalisme et fondamentalisme hindous

Mathieu Boisvert

Number 773, July–August 2014

L'Inde, terre de luttes et d'espoirs

URI: https://id.erudit.org/iderudit/71982ac

See table of contents

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)
1929-3097 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Boisvert, M. (2014). Nationalisme et fondamentalisme hindous. *Relations*, (773), 17–19.

Tous droits réservés © Relations, 2014

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Nationalisme et fondamentalisme hindous

Hindouisme et nationalisme s'enchevêtrent à des degrés divers dans l'histoire politique de l'Inde moderne, donnant souvent lieu à des tensions avec l'importante minorité musulmane.

MATHIEU BOISVERT

L'auteur est professeur au Département de sciences des religions de l'UQAM

Le nationalisme et le fondamentalisme religieux sont deux concepts bien distincts. Il n'est pas rare cependant que l'un et l'autre soient intimement liés, que ce soit aux États-Unis, au Pakistan ou en Inde. Afin de comprendre ces deux notions et leur articulation dans le contexte indien, il importe de faire un bref retour historique qui nous permettra de contextualiser l'émergence, de saisir l'évolution et d'appréhender les manifestations contemporaines du nationalisme indien et du fondamentalisme hindou.

Dès le XVIII[e] siècle, les Britanniques, utilisant leur pratique de «diviser pour régner», contribuèrent à créer en Asie du Sud une scission entre les diverses communautés religieuses qui, bien que différentes, cohabitaient en harmonie relative. L'instauration de deux codes civils distincts, hindou et musulman, n'en est qu'un exemple. Cependant, vers la fin du XIX[e] siècle, cette distinction fut reprise et alimentée par plusieurs leaders nationalistes hindous qui mirent de l'avant l'identité religieuse comme une force pouvant mobiliser la population contre la puissance coloniale.

La création de l'Inde et du Pakistan, en 1947, ne fit qu'alimenter l'opposition entre les deux identités, hindoue et musulmane.

LES PÈRES DU NATIONALISME EN INDE

Bal Gangadhar Tilak (1856-1920) est l'un de ces nationalistes. Avocat, enseignant et journaliste, il était perçu par les Britanniques comme étant le «père de l'insurrection indienne». Afin de mobiliser les foules alors que la Couronne avait interdit tout rassemblement populaire à des fins politiques, Tilak utilisera la fête du dieu Ganesh pour promouvoir devant de grandes foules un message explicitement politique mettant l'accent sur la notion de *svaraj*, «l'auto-gouvernance». Il fut l'un des pionniers du mouvement *home rule*. Bien qu'utilisant le religieux à des fins politiques, son objectif était avant tout l'indépendance.

Vinayak Damodar Savarkar (1886-1966) fut pour sa part le premier à utiliser le terme *hindutva* («hindouité»). Son objectif était de rallier la majeure partie de la population du sous-continent sous cette bannière identitaire. Savarkar étant rationaliste et positiviste, l'*hindutva* était avant tout pour lui un sentiment d'appartenance à une culture sud-asiatique dans laquelle le système des classes et des castes (*varna* et *jati*), propre à l'hindouisme, n'avait pas en soi de raison d'être, mais permettrait de créer un pays hindou. Il militait également pour la reconversion des hindous s'étant tournés vers le christianisme ou l'islam. Radicalement opposé à la partition du sous-continent, en 1947, il fut accusé de participation à l'assassinat de Gandhi, mais sera acquitté faute de preuves.

Mohandas Karamchand Gandhi (1869-1948) est généralement perçu comme le «père de la nation indienne» et est connu pour le mouvement de désobéissance civile qu'il représentait. En 1921, il devint le leader du Congrès national indien, un regroupement civil et politique d'intellectuels indiens créé en 1885 afin d'entrer en dialogue officiel avec le gouvernement britannique et qui devint le principal parti politique à partir de l'indépendance, en 1947. À l'instar de Tilak, le concept de *svaraj* était le fondement de l'activisme de Gandhi; autour de celui-ci, cependant, gravitaient d'autres concepts tels *satyagraha* – «s'accrocher à la vérité» – et *ahimsa* – «non-violence». Ce sont ces deux concepts d'origine explicitement hindoue qui transformèrent la plateforme de Gandhi en une idéologie percutante. *Satyagraha* devait être le fondement profond de sa doctrine. L'une de ces «vérités» à laquelle il faut s'accrocher est justement l'autodétermination des peuples, des nations, réifiant ainsi le *svaraj* de Tilak. D'autre part, la notion d'*ahimsa* sous-entend que la lutte pour parvenir aux objectifs doit être virulente, engagée, omniprésente, mais nécessairement non-violente. Ces concepts gandhiens, d'origine sanskrite et strictement hindoue, auront une incidence directe sur l'avenir de la région. Le charisme de Gandhi permit de mobiliser des millions d'individus dans la lutte pour l'indépendance. Quelques mois après celle-ci, le 30 janvier 1948, il fut toutefois assassiné par un groupe paramilitaire nationaliste et fondamentaliste hindou fortement opposé à la partition du sous-continent et à la création du Pakistan, acceptées par le Congrès national indien.

Un autre courant qui permet de mieux comprendre la tension entre hindous et musulmans est celui incarné par Muhammad Ali Jinnah, créateur de la Ligue musulmane panindienne, en 1913, parti qu'il dirigea jusqu'à la création du Pakistan. Jinnah promouvait initialement l'unité entre hindous et musulmans dans le combat contre le colonialisme britannique. Cependant, en 1920, il se retira du Congrès national indien lorsque celui-ci accepta que les principes de *satyagraha* et d'*ahimsa* de Gandhi dominent dans sa plateforme; il estimait en effet qu'ils étaient empreints d'une idéologie fondamentalement hindoue et

religieuse ralliant des foules ferventes souvent très favorables à l'*hindutva* proposé plus tôt par Savarkar. Devant l'ampleur du mouvement gandhien, il opta pour la création d'un État distinct; c'est ce que prônait la résolution de Lahore de 1940, adoptée par les membres de la Ligue musulmane. La création de l'Inde et du Pakistan, en 1947, l'exode massif qui s'ensuivit et les massacres de chaque côté de la frontière ne firent qu'alimenter l'opposition, en territoire sud-asiatique, entre les deux identités, hindoue et musulmane.

C'est dans ce contexte que fut élaborée la Constitution de l'Inde entrée en vigueur le 26 janvier 1950. Les premières lignes du préambule affirment que le peuple de l'Inde vient de créer une république socialiste, démocratique et laïque qui se doit de protéger la liberté de pensée, d'expression, de culte, de croyance et de pratique de l'ensemble de ses citoyens. Le pays nouvellement formé se dote ainsi d'un outil juridique afin d'instaurer une nouvelle dynamique entre hindous et musulmans, bien entendu, mais également entre croyants de toute confession religieuse: la nouvelle république laïque indienne en sera une inclusive et pluraliste.

Modi a dû modérer ses ardeurs fondamentalistes afin de se faire élire par un électorat diversifié.

LE « NOUVEAU » NATIONALISME HINDOU

Dans les années 1980, un nouveau parti politique indien naquit, le Bharatiya Janata Party (BJP). Celui-ci, à l'instar de Savarkar jadis, incarne la droite fondamentaliste et promeut la création d'une Inde hindoue. L. K. Advani, le président du BJP à la fin des années 1980, fut d'ailleurs l'un des acteurs-clés des événements d'Ayodhya. Cette ville au nord de l'État indien de l'Uttar Pradesh est perçue par les hindous comme étant le lieu de naissance du dieu Rama, le héros de la grande épopée millénaire qu'est le *Ramayana*. Advani devint populaire en insistant sur le fait que la mosquée de Babri, construite par le premier empereur moghol Babur, fut érigée là où est né Rama lui-même et où se trouvait initialement un temple hindou en son honneur. Bien que sa rhétorique politique juxtaposait histoire et mythologie, la stratégie d'Advani fut un succès: des milliers d'hindous, devancés par des groupes de *sadhus* – ascètes, moines hindous – convergèrent vers Ayodhya en 1992 et détruisirent le monument historique. Les musulmans de toute l'Inde furent profondément choqués. En 2002, alors que plusieurs pèlerins hindous venaient de se réunir afin d'encourager la construction d'un temple en l'honneur de Rama, un train de pèlerins revenant d'Ayodhya prit feu; 58 personnes périrent. Certains accusent les musulmans d'avoir attaqué le train; d'autres suggèrent plutôt un accident technique. Il semble que le premier ministre du Gujarat de l'époque, Narendra Modi, incita les hindous du Gujarat à riposter, et plusieurs centaines de musulmans furent assassinés. Après cet événement, Modi fut déclaré *persona non grata* en Angleterre et aux États-Unis. Fraîchement élu premier ministre de l'Inde, le 16 mai dernier, Modi, maintenant chef du BJP, a toutefois dû modérer ses ardeurs fondamentalistes afin de rassembler une population plus large et diversifiée pour se faire élire.

Les Églises chrétiennes en Inde

WALTER FERNANDES

L'auteur, jésuite indien, est directeur de recherche au Arrupe Research Centre au Myanmar

Les chrétiens en Inde ne représentent que 2,3 % de la population, soit environ 29 millions de personnes. De ce nombre, 17 millions sont catholiques et le reste se partage entre orthodoxes et protestants. Les chrétiens de rite syriaque, qui représentent environ le quart de tous les chrétiens du pays, appartiennent à l'une des plus anciennes Églises du monde. Selon la tradition, l'apôtre Thomas serait arrivé en Inde en l'an 52 et serait mort en martyr en 72. Même ceux qui n'adhèrent pas à ce récit s'entendent sur le fait que les chrétiens sont présents dans l'État du Kerala depuis le IV^e^ siècle au moins. Une partie des chrétiens de rite syriaque est demeurée catholique, tandis que l'autre s'est révoltée contre les Portugais qui tentaient de contrôler et de «latiniser» leur communauté au XVII^e^ siècle. Ces croyants appartiennent désormais à l'Église catholique syro-malabare.

Les Portugais ont évangélisé les territoires conquis de Mumbai, Goa et Mangalore sur la côte du Sud-Ouest, y implantant l'Église romaine, aux XVII^e^ et XVIII^e^ siècles. Mais le christianisme s'est répandu au-delà, dans les États d'Andhra Pradesh, de Tamil Nadu et de Karnataka grâce au jésuite Roberto de Nobili, qui amorça sa mission en 1606. C'était l'époque du mouvement *bhakti* (qui signifie « dévotion »), une mobilisation des basses castes pour l'égalité. La mission jésuite a pu ainsi s'inscrire dans un mouvement politique et offrir un message chrétien en dialogue avec la culture indienne, à un moment où le régime portugais cherchait à imposer la culture occidentale. Cela a démontré que l'Église catholique pouvait se fondre dans une culture hindoue. Un grand nombre de personnes appartenant aux basses castes l'ont rejointe, bien que Roberto de Nobili visait davantage la conversion de brahmanes (caste supérieure).

Photo : Bruno Ricca, 2013

À cet égard, lors de la récente campagne électorale, le discours du BJP était paradoxal. Modi, omniprésent dans les médias, s'est présenté comme étant ouvert aux autres traditions religieuses, affirmant toutefois que son parti, une fois élu, ne soutiendrait qu'une seule religion, qu'un seul credo et qu'un seul livre sacré : ceux que représentent la nation et la Constitution indiennes. Dans une même optique, à quelques reprises, lorsque convié à des rassemblements politiques organisés par des regroupements sikhs et parsis, Modi a accepté de porter, pour la durée de l'événement, le turban sikh ou le chapeau traditionnel parsi. Cependant, lors d'une rencontre ultérieure organisée par un groupe musulman, il a catégoriquement refusé de porter le *tobi* ou *takiya* musulman. Cette timide ouverture du leader du BJP à l'égard des traditions autres que l'hindouisme – mais excluant l'islam, qui est pourtant la 2e religion de l'Inde avec environ 170 millions de musulmans – pourrait toutefois n'être qu'une stratégie afin de rallier des appuis plus larges. Car la majorité des candidats du BJP ne semble pas la partager, comme en témoigne le commentaire de Giriraj Singh, leader du parti dans l'État du Bihar, à l'effet que ceux qui ne voteront pas pour Modi pourront se réfugier au Pakistan.

Il faut souligner que ces factions fondamentalistes – toutes confessions confondues – ne représentent qu'une portion de l'ensemble de la population indienne. La grande majorité des Indiens sont tolérants et partagent harmonieusement le territoire du village, de la ville ou du district qu'ils habitent. Certains sont plus religieux et les croyances et pratiques de leur tradition structurent leur quotidien jusqu'aux menus détails; pour d'autres, la religion n'est qu'une identité de référence, sans grand impact sur leur existence. Cela dit, l'Inde demeure une république laïque où tout individu possède le droit inaliénable de pratiquer la foi qui l'anime. ●

Cela s'est poursuivi lorsque le régime britannique a changé les lois foncières (*land law*), privant ainsi les paysans sans terre, en majorité des *dalits* (« intouchables »), de la sécurité matérielle – déjà précaire – dont ils disposaient sous l'ancien système. Un grand nombre d'entre eux ont alors été déportés dans des conditions proches de l'esclavage pour travailler dans des plantations ou des mines britanniques aux Indes occidentales, en Asie du Sud et du Sud-Est, en Afrique, et dans les îles du Pacifique. Lorsqu'ils croisaient des missionnaires qui partageaient leur quête d'égalité, les *dalits* les suivaient. Il s'agissait davantage de missionnaires protestants venant d'Europe du Nord et ayant connu les luttes des mouvements ouvriers. Les basses castes qui ont joint la mission de Nobili ont utilisé, quant à elles, les structures de l'Église pour se hisser dans la société qui les marginalisait, exclusion à l'origine de plusieurs luttes sociales.

Quant aux tribus autochtones, elles se sont senties attaquées lorsque les lois coloniales, ne reconnaissant que la propriété individuelle, ont transformé leurs terres communales en propriétés de l'État. Visées aussi dans leur culture et leur identité par les classes dominantes hindoues, elles ont vu le christianisme comme un rempart même si les missionnaires, pour la plupart, ne les comprenaient pas et considéraient leur culture comme des superstitions. Les tribus menacées ont fait du rassemblement dominical un lieu de résistance où elles pouvaient se tenir unies. De même, le fait que des jeunes venant de différentes tribus en guerre ont pu étudier ensemble dans les écoles catholiques leur a permis de se forger une nouvelle identité commune. Ils ont utilisé la structure de l'Église pour reconstruire leur fierté dans leur histoire et leur identité.

Aujourd'hui, les Églises chrétiennes doivent, dans un esprit prophétique, se montrer solidaires des luttes des tribus autochtones et travailler à l'égalité de tous les peuples. Elles doivent appuyer les tribus dans leurs aspirations en faveur d'une paix nourrissant une fierté identitaire capable d'être inclusive. Cela seul peut instaurer en Inde une paix véritable, basée sur la justice.